



RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Version n°7 révisée le 25 juillet 2024

Adopté par le Conseil de surveillance en date du 24 mars 2010.

Ce règlement intérieur fait l'objet d'une revue régulière pour s'adapter aux évolutions législatives et réglementaires et prendre en compte les recommandations de l'Autorité des marchés financiers et les révisions du Code Afep-Medef.



TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE.....	4
1. LE COMITÉ D’AUDIT ET DES RISQUES, ÉMANATION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE..	4
1.1. Rôle et compétences du Comité d’audit et des risques.....	4
1.1.1. Compétences en matière d’élaboration des informations comptables et financière et des informations en matière de durabilité.....	4
1.1.2. Compétences en matière de contrôle des informations comptables, financières et de durabilité / les commissaires aux comptes et auditeurs :	5
1.1.3. Compétences en matière d’exposition aux risques et à la prévention de la corruption.....	5
1.1.4. Autres compétences	5
1.2. Fonctionnement du Comité d’audit et des risques.....	6
1.2.1. Nombre de réunions – Durée des réunions.....	6
1.2.2. Ordre du jour – Convocation – Procès-verbaux.....	6
1.2.3. Rapports au Conseil de surveillance	7
2. LES MEMBRES DU COMITÉ D’AUDIT ET DES RISQUES	7
2.1. Composition du Comité d’audit et des risques	7
2.1.1. Présidence – Nombre de membres	7
2.1.2. Proportion de membres indépendants - Compétences particulières en matière financière, comptable ou de contrôle légal des comptes.....	7
2.1.3. Durée de la nomination au Comité d’audit et des risques.....	8
2.2. Information du Comité d’audit et des risques	8
2.3. Responsabilité des membres du Comité d’audit et des risques	8
3. AUTO-EVALUATION DU COMITÉ D’AUDIT ET DES RISQUES.....	8
4. RÉMUNÉRATION DU COMITÉ D’AUDIT ET DES RISQUES	9



PRÉAMBULE

Le Comité d'audit et des risques est un comité spécialisé du Conseil de surveillance.

Il a été constitué le 26 janvier 2005 et le Conseil a décidé progressivement d'élargir ses attributions et de le renommer en conséquence comme suit :

26 janvier 2005	Comité d'audit
19 mars 2019	Comité d'audit et des risques

Ce présent règlement intérieur définit la composition, les missions et les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité d'audit et des risques d'Hermès International qui agit sous la responsabilité collective et exclusive du Conseil de surveillance.

Il a pour objet de contribuer à la qualité du travail du Comité d'audit et des risques en favorisant l'application des principes et bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise dans un souci d'éthique et d'une meilleure efficacité.

1. LE COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES, ÉMANATION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

1.1. Rôle et compétences du Comité d'audit et des risques

Le Comité d'audit et des risques agit sous la responsabilité collective et exclusive du Conseil de surveillance et a un rôle de réflexion, d'analyse et de préparation de certaines délibérations du Conseil de surveillance et soumet au Conseil ses avis, propositions ou recommandations.

En application des articles L.823-19 et L.821-67 du Code de commerce, et sans préjudice des compétences du Conseil de surveillance auquel il ne se substitue pas, les compétences du Comité d'audit et des risques sont décrites ci-après.

1.1.1. *Compétences en matière d'élaboration des informations comptables et financière et des informations en matière de durabilité*

- examiner les budgets du groupe en synthèse finale avant présentation au Conseil de surveillance pour comprendre et valider la stratégie les sous-tendant ;
- examiner et commenter les comptes sociaux et consolidés de la société avant que ceux-ci soient arrêtés par la Gérance et présentés au Conseil de surveillance ;
- revoir les communiqués de presse sur les résultats annuels et semestriels ;
- examiner les engagements hors bilan significatifs ;
- s'assurer de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables adoptées ;
- vérifier que les procédures internes de collecte et de contrôle des données permettent de garantir la qualité de l'information fournie ;
- examiner le programme de travail et les résultats des missions d'audit interne et externe :
 - o suivre les processus d'élaboration et de communication des informations comptables et financières et des informations en matière de durabilité (y compris sous la forme numérique) et, le cas échéant, formuler des recommandations pour en garantir l'intégrité ;
 - o suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière et en matière de durabilité, y compris sous forme numérique, sans qu'il soit porté atteinte à son indépendance.



1.1.2. Compétences en matière de contrôle des informations comptables, financières et de durabilité / les commissaires aux comptes et auditeurs :

- Emettre une recommandation au Conseil de surveillance :
 - o sur les commissaires aux comptes chargés de la certification des comptes ;
 - o sur le(s) auditeur(s) chargé(s) de la certification des informations en matière de durabilité ;proposés à la désignation ou au renouvellement par l'assemblée générale ;
- suivre la réalisation par les commissaires aux comptes et le(s) auditeur(s) de leurs missions de certification des informations comptables et financières et en matière de durabilité en tenant compte des constatations et conclusions de la Haute Autorité de l'Audit consécutives aux contrôles réalisés en application des articles L. 820-14 et L. 820-15 du Code de commerce ;
- s'assurer du respect par les commissaires aux comptes et le/les auditeur(s) pour l'exercice des missions de certification des comptes et de certification des informations en matière de durabilité des conditions d'indépendance définies aux articles L 820-14 et suivants du Code de commerce, prendre les mesures nécessaires à l'application du paragraphe 3 de l'article 4 du règlement (UE) no 537/2014 et s'assurer du respect des conditions mentionnées à l'article 6 du même règlement ;
- approuver, au cas par cas, la fourniture des services mentionnés à l'article L. 821-30 du Code de commerce selon les règles suivantes :
 - o absence d'approbation préalable pour les services suivants :
 - audit du reporting groupe des filiales ;
 - audit des comptes locaux des filiales ;
 - services obligatoires (opérations sur le capital, etc...) ;
 - certification des informations en matière de durabilité ;
 - o délégation à la Direction financière groupe pour des prestations individuelles à moins de 150 K€ dans la limite d'un montant cumulé de 1M€ par an ;
 - o approbation préalable de la Présidente du Comité d'audit et des risques par écrit, puis ratification par l'ensemble du Comité au-delà des seuils ci-dessus ;
 - o présentation par les commissaires aux comptes au Comité d'audit et des risques de l'ensemble des honoraires de l'exercice, y compris ceux relatifs aux services engagés dans le cadre de la procédure ;
- rendre également compte des résultats des missions de certification des comptes et des informations en matière de durabilité, de la manière dont ces missions ont contribué à l'intégrité des informations en matières comptable et financière et de durabilité ;
- prendre connaissance du consensus des analystes financiers sur les résultats annuels et semestriels.

1.1.3. Compétences en matière d'exposition aux risques et à la prévention de la corruption

- examiner régulièrement les opportunités et les expositions aux risques tels que les risques financiers, juridiques, opérationnels, environnementaux, sociaux, et de gouvernance ainsi que les mesures prises en conséquence ;
- examiner les systèmes de contrôle interne, de gestion des risques et d'audit interne mis en place par la société.

1.1.4. Autres compétences

- rendre compte régulièrement au Conseil de surveillance de l'exercice de ses missions ;
- informer le Conseil de surveillance sans délai de toute difficulté rencontrée ;
- accomplir les missions particulières qui lui sont confiées par le Conseil de surveillance.



Dans l'accomplissement de ces missions, le Comité d'audit et des risques peut effectuer des déplacements sur le terrain pour apprécier la cohérence globale du dispositif de contrôle interne et de la gestion des risques.

1.2. Fonctionnement du Comité d'audit et des risques

1.2.1. Nombre de réunions – Durée des réunions

Le Comité d'audit et des risques se réunit autant de fois que nécessaire et au moins deux fois par exercice, avant l'arrêté des comptes annuels par la Gérance et avant l'examen des comptes semestriels par le Conseil de surveillance.

Chaque réunion doit être d'une durée suffisante pour délibérer utilement sur les points de l'ordre du jour.

Dans le cadre de ses missions en matière de durabilité, une ou plusieurs réunions pourront avoir lieu chaque année avec le Comité RNG-RSE. Cette/Ces réunion(s) commune(s) a/ont pour objectif de renforcer la coordination et le partage entre les deux Comités sur des sujets connexes.

1.2.2. Ordre du jour – Convocation – Procès-verbaux

Le Comité d'audit et des risques se réunit à l'initiative de son président, qui arrête l'ordre du jour de la réunion, par écrit ou verbalement en tout lieu fixé par la convocation.

Avant chaque réunion du Comité d'audit et des risques, les membres du Comité d'audit et des risques reçoivent en temps utile, avec un préavis raisonnable et sous réserve des impératifs de confidentialité, un dossier sur les points de l'ordre du jour qui nécessitent une analyse et une réflexion préalable.

Le secrétariat de séance des réunions du Comité d'audit et des risques est assuré, s'il y participe, par le Directeur de l'Audit et des Risques, dans le cas contraire par un membre du Comité d'audit et des risques désigné rapporteur par le Président.

Les délibérations sont constatées par des comptes-rendus qui sont reportés dans un registre spécial et signés par le président du Comité d'audit et des risques et l'un des membres du Comité d'audit et des risques.

Les comptes-rendus des réunions du Comité d'audit et des risques sont établis à l'issue de chaque réunion et transmis à tous les membres du Comité, qui sont invités à faire part de leurs observations.

Les réunions du Comité d'audit et des risques sont valablement tenues dès lors que la moitié des membres au moins y participent, étant précisé que sont réputés présents les membres qui participent à la réunion du Comité d'audit et des risques par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions prévues pour les réunions du Conseil de surveillance.

Les délibérations du Comité d'audit et des risques sont prises à la majorité des membres présents. Les délibérations du Comité et les informations qui lui sont communiquées sont particulièrement confidentielles et ne doivent faire l'objet d'aucune communication à l'extérieur du Conseil de surveillance.



1.2.3. Rapports au Conseil de surveillance

Lors de la première réunion du Conseil de surveillance qui suit une réunion du Comité d'audit et des risques, son président, ou l'un de ses membres si ce dernier est empêché, fait un compte-rendu oral des travaux du Comité aux membres du Conseil, dont une synthèse est ensuite reprise dans le procès-verbal de la réunion du Conseil.

Le Comité d'audit et des risques rend compte régulièrement et par écrit de ses activités et de l'accomplissement de ses travaux au Conseil de surveillance et l'informe sans délais de toutes difficultés rencontrées.

Les rapports du Comité d'audit et des risques doivent permettre au Conseil de surveillance d'être pleinement informé sur l'accomplissement par le Comité d'audit et des risques de ses missions.

2. LES MEMBRES DU COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

2.1. Composition du Comité d'audit et des risques

2.1.1. Présidence – Nombre de membres

Le Président du Comité d'audit et des risques est désigné par le Conseil de surveillance. En cas d'empêchement de la personne désignée, la présidence du Comité est assurée par un autre de ses membres.

Le Comité d'audit et des risques est composé d'au moins quatre membres du Conseil de surveillance.

Le Comité d'audit et des risques ne comprend aucun dirigeant mandataire social.

Certaines personnes extérieures au Comité d'audit et des risques – principalement les commissaires aux comptes, le(s) auditeur(s) en charge de la certification des informations en matière de durabilité, le Directeur de l'audit et des risques, le Directeur général finances – sont invitées régulièrement aux réunions du Comité d'audit et des risques. Le Comité d'audit et des risques peut inviter d'autres dirigeants, pour des échanges ciblés, en fonction des besoins d'informations complémentaires (Direction du Développement Durable, Direction de la Sécurité, Direction Juridique, Direction des Systèmes d'Information, etc.).

Le Directeur général gouvernance et développement des organisations participe systématiquement aux réunions du Comité d'audit et des risques, exception faite d'une séance dédiée à des échanges sur les travaux menés par la Direction de l'audit et des risques et aux ressources dont elle dispose.

2.1.2. Proportion de membres indépendants - Compétences particulières en matière financière, comptable ou de contrôle légal des comptes

La part des membres du Comité d'audit et des risques qualifiés d'indépendants au sens du règlement intérieur du Conseil de surveillance doit être, lors de leur désignation et pendant toute la durée d'exercice de cette fonction, d'au moins 50 %.

Au moins un des membres du Comité d'audit et des risques doit être désigné parmi les membres indépendants du Conseil de surveillance ayant une compétence particulière en matière financière, ou comptable ou de contrôle légal des comptes.



2.1.3. Durée de la nomination au Comité d'audit et des risques

Les membres du Comité d'audit et des risques sont nommés par le Conseil de surveillance pour la durée de leur mandat de membre du Conseil de surveillance ou toute autre durée fixée par le Conseil de surveillance. Ils sont renouvelables sans limite de temps.

2.2. Information du Comité d'audit et des risques

Le Comité d'audit et des risques reçoit communication de tous documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions, notamment de la part des collaborateurs d'Hermès International et des commissaires aux comptes (y compris de celui/ceux en charge de la certification des informations en matière de durabilité). En particulier, il doit être destinataire d'une synthèse périodique des travaux de la Direction de l'Audit et des Risques.

Lors de l'examen des comptes par le Comité d'audit et des risques, ces derniers doivent être préparés et accompagnés par une présentation des commissaires aux comptes soulignant les points essentiels non seulement des résultats, mais aussi des options comptables retenues, ainsi que d'une présentation du Directeur général finances décrivant l'exposition aux risques et les engagements hors bilan significatifs de l'entreprise.

Lors de l'examen des informations en matière de durabilité par les Comités d'audit et des risques et le cas échéant par le comité RNG-RSE, celles-ci doivent être préparées et accompagnées par une présentation de/des auditeur(s) en charge de la certification des informations en matière de durabilité soulignant les points essentiels, ainsi éventuellement que d'une présentation du Directeur général finances et du Directeur général en charge de la gouvernance et du développement des organisations décrivant le cas échéant l'exposition aux risques et les engagements extra-financiers significatifs de l'entreprise.

Il peut, en cas de besoin, requérir l'intervention d'un expert extérieur en vue de réaliser des études complémentaires.

Il est régulièrement proposé aux membres du Comité de bénéficier d'une information sur les particularités comptables, financières et opérationnelles de la Société, ainsi qu'en matière de durabilité.

2.3. Responsabilité des membres du Comité d'audit et des risques

Les membres du Comité d'audit et des risques n'encourent pas d'autres responsabilités juridiques, au titre de leurs missions que celles de membres du Conseil de surveillance.

3. AUTO-EVALUATION DU COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Le Comité d'audit et des risques procède périodiquement à l'évaluation de sa performance au moment de l'auto-évaluation du Conseil de Surveillance. Les membres du Comité d'audit et des risques sont spécifiquement sollicités, de manière anonyme, par un questionnaire d'auto-évaluation.

A cette occasion, sont revus et appréciés les différents points de la mission et de l'engagement du Comité d'audit et des risques et de ses membres et sont formulées, le cas échéant, les préconisations pour un meilleur fonctionnement.



4. RÉMUNÉRATION DU COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

La rémunération des membres du Comité d'audit et des risques est fixée par le Conseil de surveillance et prélevée sur le montant global de la rémunération versée aux membres du Conseil de surveillance.